



## Côte-Nord : les Innus bloquent la 138

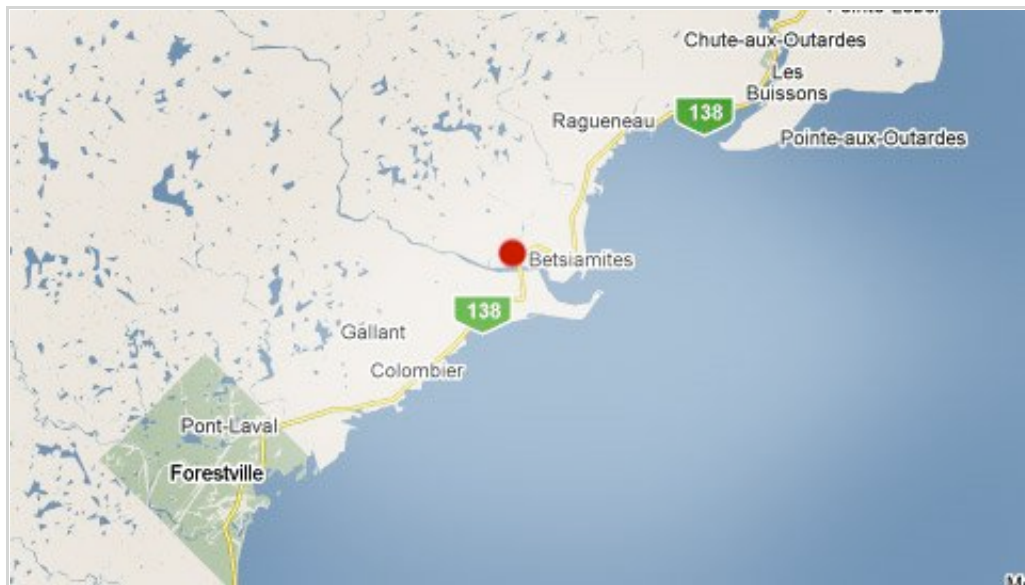
Mise à jour le jeudi 9 juin 2011 à 23 h 06 HAE

[Témoignage de l'événement? Envoyez-nous vos photos et vidéos.](#)

[Comme prévu](#), des Innus de Pessamit bloquent la circulation sur la route 138 pour protester contre le Plan Nord.

Depuis 7 h, jeudi matin, les Innus interrompent le passage des véhicules toutes les demi-heures. Le mouvement de protestation prendra fin vers 21 h. Les Innus ont entrepris leurs moyens de pression même si le chef de Pessamit, Raphaël Picard, a pu, mercredi, s'entretenir avec le premier ministre, Jean Charest, comme il l'avait demandé. Une rencontre entre Raphaël Picard et le premier ministre doit être organisée à court terme.

Le chef de Pessamit souhaite obtenir des résultats concrets : « Ça fait des années qu'on regarde le train passer, et là, c'est fini. Il faut des résultats tangibles. On n'est pas contre le développement régional, on est aussi des développeurs, on a trois gros projets en santé. On ne veut pas hypothéquer dans le Plan Nord nos droits et notre titre aborigène. »



Les protestataires ont installé des barricades à l'entrée et à la sortie de réserve innue de Betsiamites

Pour sa part, le ministre responsable des affaires autochtones, Geoffrey Kelley, a convoqué une rencontre de discussion vendredi après-midi, mais il rappelle que les Innus de Pessamit ont refusé d'être consultés dans le cadre de l'élaboration du Plan Nord.

« Il y avait une revendication particulière pour régler le dossier de la 138 avec le gouvernement fédéral, ils l'ont refusée. Mon prédécesseur a écrit pour demander s'ils aimeraient participer aux discussions autour le Plan Nord, ils ont refusé », relate le ministre Kelley qui demande au chef

Picard de faire preuve d'un peu plus de souplesse.

Le gouvernement québécois n'aurait pas l'intention d'empêcher le blocus partiel.

Le chef des Innus de Pessamit explique qu'il a choisi de ne pas s'associer aux discussions pour préserver ses droits. « Quand on consent de facto, sans entente préalable, le danger c'est qu'il y a une cession et une suppression de nos droits de facto. [...] Les Cris, sont très à l'aise parce qu'ils ont cédé leurs droits déjà », précise le chef innu.

Les quelque 200 protestataires, appuyés par le conseil de bande, préviennent le gouvernement que tout projet touchant leur territoire ancestral sera contesté tant qu'ils n'y seront pas associés comme partenaires de plein droit.

Le barrage routier est l'aboutissement de plusieurs années de revendications politiques et judiciaires des Innus. Pessamit réclame des milliards de dollars en compensation rétroactive pour le développement hydroélectrique du territoire qui, autrefois, assurait leur subsistance.

Si les Innus n'obtiennent pas satisfaction, la route sera à nouveau fermée mardi et vendredi de la semaine prochaine.

Raphaël Picard est conscient que [le mouvement de contestation](#) risque de soulever la grogne puisque la route est le seul lien routier de l'ouest à l'est dans la région.

Il suffirait de peu pour que les esprits s'échauffent. Le conseil de bande a ainsi prévenu ses citoyens de ne pas provoquer ou répondre aux provocations des automobilistes. Les protestataires ciblent uniquement les transporteurs commerciaux afin de ne pas s'aliéner les gens ordinaires qui n'ont pas d'autre alternative que la 138 pour se déplacer. Mardi, les autochtones promettent par contre de bloquer totalement le transport commercial par camion lourd.

Les forces policières de la communauté et la Sûreté du Québec surveillent les barricades érigées à chaque bout de la réserve autochtone.

Toutefois, la Chambre de commerce de Sept-Îles a déjà fait connaître son opposition à l'action des Innus.

Le président de l'organisme, Marc Dallaire, soutient dans un communiqué qu'il est inconcevable que le développement économique de la Côte-Nord soit perturbé par un groupe d'opposants au Plan Nord, qu'ils soient Innus ou allochtones. Il invite les représentants de Pessamit à négocier avec le gouvernement du Québec en faisant preuve d'ouverture.

### Réaction de l'opposition officielle

Le député de Lac-Saint-Jean et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'affaires autochtones, Alexandre Cloutier et les deux députés péquistes de la Côte-Nord, Marjolain Dufour et Lorraine Richard, réclament l'intervention urgente de Jean Charest afin d'éviter que la situation dégénère sur la route 138.

« Le premier ministre tente de faire croire à la population qu'il s'est entendu avec toutes les communautés autochtones vivant sur le territoire du Plan Nord. De toute évidence, ce n'est pas le cas. En raison de la négligence du gouvernement, c'est la population qui se retrouve prise en otage dans un conflit entre le gouvernement libéral et les Innus de Pessamit », a indiqué

Marjolain Dufour.

Un blocus complet de la route 138 pourrait causer un tort important au projet de La Romaine, a fait valoir, pour sa part, le députée de Duplessis, Lorraine Richard.